L'échelon intercommunal dans la gouvernance foncière des espaces agricoles

Exemples du Voironnais et du Grand Genève

Increasing part of inter-municipal decision level in farm land governance.

Examples of Voironnais inter-municipal project and Greater Geneva

Carole Barthès et Nathalie Bertrand

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/4928>

DOI : 10.4000/economierurale.4928

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2016

Pagination : 65-79

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Carole Barthès et Nathalie Bertrand, « L'échelon intercommunal dans la gouvernance foncière des espaces agricoles », *Économie rurale* [En ligne], 353-354 | mai-juillet 2016, mis en ligne le 30 juin 2018, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/4928> ; DOI : 10.4000/economierurale.4928

L'échelon intercommunal dans la gouvernance foncière des espaces agricoles

Exemples du Voironnais et du Grand Genève

Carole BARTHÈS • GIS Alpes-Jura, Saint Baldoph
c.barthes3@wanadoo.fr

Nathalie BERTRAND • Université Grenoble Alpes, Irstea, UR DTGR, Saint-Martin d'Hères
nathalie.bertrand@irstea.fr

Cet article propose une analyse des transformations de la gouvernance foncière des espaces agricoles périurbains face à l'émergence de nouveaux échelons de planification et de gestion que constituent les régions urbaines et plus particulièrement les territoires de coopération intercommunale. Sur la base de deux exemples – la communauté d'agglomération du Pays voironnais (Isère, France) et le projet transfrontalier du Grand Genève (projet franco-suisse) –, les auteures analysent ces changements au prisme de l'émergence d'une agriculture métropolitaine et de la mise en place des outils permettant son maintien et son développement.

MOTS-CLÉS : gouvernance, agriculture urbaine, foncier, intercommunalité, périurbain

Increasing part of inter-municipal decision level in farm land governance. Examples of Voironnais inter-municipal project and Greater Geneva

This paper deals with changes in agricultural land use governance in suburban areas, considering emergence of new spatial planning and management levels: city regions and inter-municipal cooperation units. Based on two examples – the urban community of Voiron (Isère, France) and Greater Geneva (a cross border city region between France and Switzerland), authors analyze the governance changes according to emergence of a metropolitan agriculture project and local agro-food chain promoted by the city regions authorities themselves. (JEL: R58, R52, Q15, Q18).

KEYWORDS: governance, urban agriculture, farm land, suburban areas, city region

Ce papier propose une analyse des transformations de la gouvernance foncière des espaces agricoles périurbains, c'est-à-dire des changements organisationnels et institutionnels (North, 1990) dans les formes de coordinations qui se mettent en place pour permettre (ou non) l'action publique et collective foncière (Le Galès, 1995). Cette gouvernance s'inscrit aujourd'hui dans de nouveaux échelons de planification et de gestion que sont les régions urbaines et les territoires intercommunaux. Il existe une littérature anglo-saxonne abondante sur la redéfinition des

échelons de l'aménagement et de la planification (Waterhout, 2010), ou encore nationale sur la montée en puissance des intercommunalités dans le paysage institutionnel français. L'originalité est ici d'apporter des éléments de connaissance et d'analyse sur ce que suscite l'insertion de la question agricole dans les projets d'aménagement et de développement des intercommunalités, et notamment l'entrée en scène de cet échelon dans la gouvernance foncière des espaces agricoles.

Notre analyse s'appuie sur deux études de cas : la communauté d'agglomération

du Pays Voironnais (CAPV)¹ en Isère, partie prenante du Schéma de cohérence territoriale (SCOT) de la région urbaine grenobloise, et le projet transfrontalier franco-valdo-genevois du Grand Genève². Ces projets de territoires intercommunaux bien que relativement éloignés d'un point de vue économique, social et historique, se complètent dans ce qu'ils permettent de montrer comme transformations analogues (bien qu'inégalement abouties) de la gouvernance foncière des espaces agricoles métropolitains.

Sur la base d'études documentaires (documents de planification Plan local d'urbanisme [PLU] et [SCOT], études thématiques, délibérations, etc.) et d'investigations de terrain menées sur une durée de quatre années (2001-2014) dans le cadre d'une cinquantaine d'entretiens semi-directifs régionaux et locaux³, nous proposons une analyse en deux temps. Nous montrerons tout d'abord comment la question agricole devient une préoccupation centrale des régions urbaines et comment elle se traduit en matière de politiques publique et foncière notamment. Dans une deuxième partie, nous décrypterons les changements dans la gouvernance foncière que suppose ou implique le traitement de la question agricole par l'échelon intercommunal. Enfin, nous relierons la transformation de la gouvernance foncière au retour de la question économique, celle en particulier d'une activité qui depuis une quinzaine d'années a souvent été reléguée

au rang de trame verte dans les projets urbains, mais aussi de la maîtrise des coûts d'aménagement.

Entrée en scène des intercommunalités dans la gouvernance foncière agricole

Alors que la question agricole n'est pas statutairement du ressort des intercommunalités, cet échelon, renforcé en France par le cadre législatif, porte aujourd'hui un nombre croissant de projets agri-urbains (Capt *et al.*, 2014), inscrivant dans le projet de territoire des dimensions attribuées aux espaces agricoles, paysagères (Nahmias et Hellier, 2012), identitaires et récréatives (Le Caro, 2007 ; Poulot, 2011), de santé et de bien-être (Pothukuchi et Kaufman, 1999), productives et alimentaires (Feagan, 2007 ; Morgan, 2013). Selon la maturité du projet de territoire se dessinent alors des politiques foncières agricoles locales singulières et une instrumentation (Lascoumes et Simard, 2011) plus ou moins aboutie dans laquelle l'enjeu de la maîtrise foncière publique peut être posé. Les exemples du Grand Genève et de la CAPV illustrent deux stades de réflexion différents sur les enjeux – relativement convergents – de préservation et de mise en valeur des terres agricoles métropolitaines. Ainsi, si le Voironnais s'est saisi très tôt de la question agricole, le franco-valdo-genevois ne l'inscrira que récemment dans la planification urbaine.

1. L'émergence d'une question agricole métropolitaine et sa traduction en politiques publiques

Depuis une quarantaine d'années, on assiste à la montée en puissance d'un espace intercommunal de coopération transfrontalière et d'un projet d'agglomération à l'horizon 2030 « compacte, multipolaire, verte », que deux générations de chartes

1. Constitué de 34 communes à l'ouest de Grenoble et près de 94 000 habitants.

2. Regroupant plus de 900 000 habitants : le canton de Genève, le district de Nyon (canton de Vaud), les communautés de communes du Pays de Gex, Pays Bellegardien, Genevois, Arve et Salève, Faucigny Glières, Bas Chablais, Pays Rochois, Collines du Léman ; Annemasse Agglomération ; ville de Thonon-les-Bains.

3. Projet POPFONGO, Programme PSDR III Rhône-Alpes financé par la région Rhône-Alpes, l'INRA et IRSTEA.

d'engagement politique ont permis de formuler (CRFG, 2007a, 2012). Peu de résolutions agricoles avaient été prises initialement dans les engagements successifs franco-suisse et l'agriculture ne faisait pas partie des réflexions urbaines transfrontalières, si ce n'est par un Plan paysage (Barthassat *et al.*, 2011). Cette mise à l'écart reflétait en partie la politique d'agglomération du début des années 2000 de la Confédération suisse qui retenait comme thèmes structurants *l'urbanisation, la mobilité et l'environnement*.

Un projet agricole d'agglomération s'est installé progressivement dans une agglomération somme toute encore jeune. Deux « fiches-actions » sur l'agriculture ont été ajoutées au projet d'agglomération de 2007 sous l'impulsion des partenaires français⁴ sensibilisés par la difficulté à contenir la consommation des sols agricoles français et par un enjeu de viabilité sectorielle des exploitations agricoles. Cela faisait écho à la position de la Chambre d'agriculture du canton de Genève (AgriGenève) dont l'avis n'avait jusque-là pas été pris en compte. La première fiche portait sur la préservation et la mise en valeur du foncier agricole dans les démarches d'aménagement de territoire ; la seconde concernait la valorisation locale de filières agricoles (lait, maraîchage, projet de développement régional agricole, de circuits courts). La montée en puissance de la thématique alimentaire dans la planification a contribué à faire émerger progressivement un projet agricole d'agglomération. Une succession d'études a ainsi permis de définir des pistes d'action en faveur d'une agriculture d'agglomération. Un diagnostic agricole transfrontalier a été fait par le groupe agriculture du Comité régional franco-genevois (CRFG, 2007b), réunissant collectivités locales françaises

et suisses, et profession agricole. En 2008, une autre étude a été réalisée par le groupe sur les indicateurs d'impact de l'urbanisation sur l'activité agricole et l'identification de zones de « frottement » entre les axes de développement privilégiés par le projet d'agglomération (huit Périmètres d'aménagement coordonné d'agglomération [PACA]) et l'espace agricole qualifié de « fonctionnel » (CRFG, 2009). Le projet agricole d'agglomération de 2010 (Cantiniaux et Dériaz, 2010) a permis de reconnaître dans le second projet d'agglomération l'agriculture comme une activité économique à part entière. Le Grand Genève identifiait ainsi plusieurs orientations pour le projet d'agglomération, parmi lesquelles le maintien du potentiel des exploitations agricoles et le renfort de son rôle productif de proximité, la distribution de produits locaux et le développement de circuits courts, la constitution d'une ceinture maraîchère régionale (portée essentiellement par les suisses), le soutien à la filière lait et la préservation des espaces agricoles (dimension majeure côté français). En 2011, un rapport sur la préservation des espaces agricoles dans l'agglomération voyait le jour afin d'« inciter les autorités compétentes à améliorer leur préservation dans les documents de planification urbaine correspondants » (CRFG, 2011a). D'autres approfondissements ont été depuis réalisés parmi lesquels, les circuits courts (CRFG, 2011b), la réflexion sur la filière viande ou encore en 2015 les abattoirs locaux (qui finalement n'a pas débouché sur un projet commun).

Dans le Voironnais, la question agricole s'est imposée dès la fin des années 1960, initiant une politique foncière aujourd'hui relativement intégrée (de la planification à la maîtrise foncière). Le consensus local sur la protection des espaces agricoles est né à cette époque du rejet d'un projet de ville nouvelle promu par l'État français dans le cadre d'un Schéma d'aménagement

4. Regroupés dans l'Assemblée régionale de coopération du Genevois français (ARC).

et d'urbanisme (SDAU) (Martin, 1997). L'opposition des élus locaux à ce projet a facilité une structuration intercommunale (création du Syndicat mixte d'aménagement du Voironnais, SMAV en 1974). L'alliance élus-profession agricole relative à la préservation des terres agricoles de l'urbanisation a permis au SMAV de mener des actions pour le maintien et le développement de l'agriculture locale (mise en place d'une commission agricole et foncière au début des années 1980, actions de restructuration foncière et de création d'une marque locale dans la foulée). Dès le départ a été affiché le fait que l'agriculture contribuait à l'aménagement du territoire mais jouait aussi un rôle économique, et qu'il fallait maintenir les espaces et l'activité agricole. Le Pays voironnais en quelque 20 années s'est progressivement structuré et doté d'outils permettant la mise en place d'une politique locale de préservation et de valorisation des espaces agricoles. La construction de cette politique a été pragmatique et progressive. Ainsi en 1984, l'intercommunalité du Pays voironnais a contribué (membre fondateur) à la création de l'Association de défense de l'agriculture de l'Y grenoblois⁵ (Adayg) dont l'objectif était la mise en œuvre d'un programme commun agricole sur l'agglomération grenobloise (Adayg, 2006, 2010), *via* la mobilisation de financements extérieurs en complément de ceux émanant des territoires (le Voironnais a mis en place en 1996 le fonds intercommunal pour le développement agricole). En 1994, avec la création de la communauté de communes du Pays voironnais, a été signée une première charte agricole. Elle définissait les grands enjeux et objectifs en matière d'agriculture du territoire (la charte a été actualisée

en 2001 et complétée par un volet forestier en 2005 (CAPV, 2005) suite au passage en communauté d'agglomération et à l'intégration de communes rurales). Cette charte, signée par la profession agricole, est un document fondateur de la politique agricole du Pays voironnais réaffirmant le rôle de l'agriculture périurbaine, la protection et la mise en valeur de l'espace agricole (CAPV, 2008a, 2009b). Elle a été suivie d'une charte paysagère (CAPV, 1999) à laquelle chaque projet d'aménagement et de développement doit se référer, puis en 2006, d'un Schéma général des espaces agricoles, naturels et forestiers (SGEN, CAPV, 2007). Ce SGEN constitue le projet pour les espaces agricoles et naturels de la CAPV et a été décliné en un plan d'actions spécifiques selon les différentes parties du territoire qui a inspiré ultérieurement les programmations Leader (2008-2013) et Psader⁶. Il visait à coordonner les politiques sectorielles sur les espaces non bâtis et incitait à ne plus les considérer comme des réserves foncières en les dotant d'un projet. Le schéma de secteur du Voironnais (2007), qui décline et complète le Schéma directeur de la région urbaine grenobloise (RUG) de 2000, en a tenu compte puisque des limites stratégiques ont été rajoutées et les réserves foncières de certaines communes revues à la baisse sur le cœur vert notamment (CAPV, 2008b). En outre, ce schéma de secteur mentionne la nécessité de réaliser des diagnostics agricoles dans le cadre de PLU et identifie le bassin à dominante élevage bovin sur le nord du territoire, et donc l'enjeu du maintien des pâturages. Quelques années plus tard, en 2010, la réflexion sur le SCOT a amené la proposition de la CAPV à restituer à l'agriculture près de 300 ha localisés dans la plaine de l'Isère en contrepartie d'un redéploiement moindre ailleurs et de la

5. L'ADAYG dans ses membres regroupait les collectivités intercommunales de l'Y grenoblois, soit 101 communes dans les vallées de l'Isère et du Drac, comprenant l'agglomération grenobloise, le Pays voironnais et le Grésivaudan.

6. Projet stratégique agricole et de développement rural, politique agricole contractuelle de la Région Rhône-Alpes.

création d'un périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN), lequel ne verra finalement pas le jour. À la dissolution de l'Adayg en 2011, la politique agricole fut poursuivie en interne avec un accent particulier mis ces dernières années sur la question alimentaire à la faveur de la programmation Leader notamment (2008-2013).

La question agricole intercommunale et métropolitaine s'inscrit donc dans l'histoire territoriale et aujourd'hui dans une problématique de souveraineté alimentaire urbaine. Elle trouve sa traduction dans une instrumentation plus ou moins aboutie qui fonde l'émergence de politiques agricoles locales.

2. Politiques foncières agricoles intercommunales **L'enjeu d'une maîtrise foncière**

Le foncier agricole urbain et périurbain est soumis à des concurrences d'usage (artificialisation des sols, production agricole et préservation de la biodiversité) et un des enjeux de la déclinaison locale de politiques foncières agricoles est celui de la maîtrise publique foncière. Plus ou moins aboutie selon les contextes locaux et nationaux, celle-ci met en scène, par des innovations institutionnelles qu'elle suscite et par l'instrumentation qu'elle génère, l'échelon intercommunal comme auteur incontournable des dispositifs de contrôle des usages du foncier agricole.

Dans le cas du Grand Genève, si un projet agricole s'inscrit aujourd'hui dans celui de l'agglomération, les situations françaises et suisses sont différentes en matière de maîtrise publique foncière agricole et d'efficacité de celle-ci. En Suisse, cette maîtrise repose sur une efficace protection (Ruegg, 2008) des terres agricoles par la Confédération. Celle-ci s'inscrit dans la Loi fédérale d'aménagement du territoire (LAT, 1979) au titre de la souveraineté alimentaire de la Confédération, et

de « réserves de crises sous forme de terres cultivables » (Office fédéral de l'aménagement du territoire, 1992). Chaque canton doit ainsi préserver des surfaces de terres agricoles fixées par le plan sectoriel de surfaces d'assolement (SDA) (Office fédéral de l'aménagement du territoire, 1992). Cette protection s'est vue renforcée par la Confédération dans le cadre de la révision de la LAT⁷. Le canton de Genève, à la limite de son seuil de SDA, est aujourd'hui contraint dans ses développements urbains par ses obligations vis-à-vis de la Confédération. Ainsi, le plan directeur cantonal de Genève 2030 articulé au projet du Grand Genève n'a été approuvé par la Confédération que sur une première phase de développements urbains prévus d'ici 2023 (ARE, avril 2014). Au-delà, le canton genevois est renvoyé à une révision de son plan directeur dans le respect de son quota de SDA. Aujourd'hui, le canton de Genève dans les parcs urbains liés aux nouveaux développements des PACA promeut le concept de fermes urbaines (par exemple le projet de Parc agro-urbain de 8 ha de Bernex-Confignon primé en 2013), sur le maintien d'emprises agricoles intra-urbaines, vitrines de l'agriculture urbaine de proximité (points de vente), espaces de délassement et de sensibilisation, espaces de production agricole. Ces expérimentations relèvent de la planification urbaine (Ernwein et Salomon Cavin, 2014) où le canton et la commune assurent le portage du foncier et des bâtiments, la gestion étant rétrocédée à la profession agricole. De plus, cette innovation de l'articulation agriculture-planification permet à moindre coût une gestion d'espaces non urbanisés par l'agriculture.

Parallèlement, les intercommunalités françaises parties prenantes du Grand Genève ont jusqu'alors peiné à trouver

7. Votation populaire de 2013 et ordonnance sur l'aménagement du territoire de 2014.

un projet fédérateur à l'échelle intercommunale. Bien que soumises à une forte pression foncière, elles n'ont pas formulé de véritable politique foncière locale agricole. L'érosion des terres agricoles reste donc un enjeu majeur du Genevois Haut-Savoyard et du Pays de Gex. Les zones agricoles protégées sont limitées (deux dans le Genevois français). Les documents d'urbanisme locaux (SCOT et PLU) répondent pour l'essentiel de la préservation des terres agricoles (Soucard, 2013). La disparité communale des zonages des espaces arables est cependant encore forte et questionne ainsi, au-delà de réelles intentions, la capacité de la planification à limiter la tache urbaine : « Les SCOTs peuvent être des outils forts de protection. Ils ont été utilisés différemment, et ne confèrent pas tous un même niveau de protection » (CRFG, 2011a). Ainsi, la Confédération helvétique, dans le cadre de son rapport d'examen pour le financement du projet du Grand Genève, souligne la faiblesse des mesures d'accompagnement des limitations de l'urbanisation « en périphérie et hors des axes forts de développement » (ARE, 2014). Le cadre du projet du Grand Genève a cependant permis d'inciter la démarche inter-SCOT en cours, dans laquelle un des enjeux affichés est celui de la préservation des espaces agricoles.

La CAPV a développé quant à elle une politique foncière dans laquelle s'inscrit une action foncière volontariste (Capelier et Lachaud, 2007). Ainsi, le volet aménagement en faveur des espaces agricoles a été complété d'un volet « maîtrise foncière » et de divers moyens d'intervention sur le foncier agricole (Adayg, 2008). Ceux-là font de la politique foncière de ce territoire une politique relativement intégrée. Ont été ainsi associés des outils de différentes natures (politiques, réglementaires, opérationnels), issus de divers champs (aménagement, urbanisme, foncier, développement). Parmi cet arsenal d'outils, ceux concernant la maîtrise du

foncier, agricole en particulier, se sont rapidement imposés comme une nécessité pour préserver l'agriculture et ses espaces :

« Tout le monde a pris conscience que le foncier c'était le nerf de la guerre y compris pour le développement de l'agriculture. » (Technicien de la CAPV)

Ainsi, les élus se sont dotés dès 2005 d'un 1^{er} Plan d'action foncière (PAF, 2005-2008) qui a permis à la CAPV de porter le foncier pour les communes et de réaliser des acquisitions patrimoniales pour son propre compte (l'objectif jusqu'en 2010 a été la constitution d'un stock foncier). Dans ce cadre, la CAPV conventionne avec la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer) pour que cette dernière exerce une veille foncière et puisse préempter pour le compte de la CAPV dans un objectif de régulation du marché foncier (préemption en révision de prix, blocage de ventes et édition de références) ou de maîtrise des espaces à enjeux. Un 2^e PAF (2008-2011) a vu le jour, doté d'un volet agricole spécifique (budget : 200 000 €) prévoyant pour la CAPV des acquisitions patrimoniales de manière à stocker du foncier pour compenser les emprises ou installer des agriculteurs. Dans le même temps a été négocié un protocole foncier avec la Chambre d'agriculture ayant pour objet de définir et de préciser les engagements mutuels et les mesures à mettre en place pour prendre en compte les conséquences pour l'agriculture, de nouvelles emprises sous maîtrise d'ouvrage de la CAPV.

La CAPV va donc pouvoir maintenir et développer l'activité agricole⁸ par la compensation des emprises et l'installation

8. La CAPV dispose d'un droit de préemption urbain par délégation des communes qui concerne très peu les espaces agricoles et un droit de préemption délégué par le Conseil général de l'Isère pour 11 espaces naturels sensibles sur lesquels la CAPV est directement compétente car ces ENS ont été déclarés d'intérêt communautaire.

d'agriculteurs. Au moment de notre étude, l'acquisition de foncier agricole (*via* la négociation ou la préemption Safer) destiné à l'agriculture ne représentait cependant qu'une part mineure des acquisitions foncières et restait encore marginale⁹. En outre, s'il existait une politique foncière en la matière, la stratégie foncière n'était pas encore complètement formalisée. Elle restait assez pragmatique, les acquisitions se faisant plutôt au coup par coup et dans l'urgence malgré l'existence de comités locaux d'installation¹⁰. La question de savoir si la collectivité devait acquérir tout le foncier se libérant (définition des critères d'intervention) et si elle devait garder ou non la maîtrise de ce foncier faisait par exemple encore débat.

Différents échelons de décision interviennent aujourd'hui dans la préservation du foncier agricole. Protection efficace du niveau fédéral pour la Suisse, protection contrastée selon les déclinaisons locales du cadre législatif national français. Celle-ci s'articule cependant à l'échelon de territoires de projet. Ainsi, les intercommunalités, à des niveaux de maturité divers, s'invitent au contrôle des destinations du foncier agricole au nom d'un renouvellement des relations agriculture-urbain. L'émergence de politiques publiques foncières locales s'affirme en se dotant d'une instrumentation complexe pour le contrôle des destinations foncières sur le long terme et des formes d'agriculture et d'exploitations (viables) attendues à l'échelle des agglomérations. Si cette instrumentation reste encore limitée en volume de terres

maîtrisées, elle donne à voir la place que les intercommunalités tendent à investir aujourd'hui dans l'action foncière agricole.

Intervention intercommunale Quels changements dans la gouvernance foncière agricole ?

La transformation dans l'action publique fait l'objet d'une littérature pluridisciplinaire abondante, en particulier en sciences politiques (par exemple Muller, 2005). De notre perspective, nous nous intéresserons aux changements institutionnels et organisationnels que suscite l'émergence de politiques foncières intercommunales dans les modes de faire de l'acteur public et dans la mise en œuvre même de l'action. L'action foncière agricole prend ainsi place dans des cadres d'action et des normes (North, 1990) qui guident et contraignent les acteurs (March et Olson, 1989). Les acteurs ont cependant la capacité d'influer ces cadres par leurs modalités d'organisation. Le processus de changement est alors caractérisé par des inflexions dans les principes d'action et par les règles issues d'effets cumulatifs d'apprentissage et de négociations (Gilly et Wallet, 2005). Dans ce sens, l'intervention de l'échelon intercommunal suscite des transformations dans la gouvernance foncière agricole. Les exemples du Grand Genève encore en construction et de la CAPV déjà abouti l'illustrent.

1. Institutionnalisation de la gouvernance agricole et foncière Scènes d'échanges et accords politiques

Si la concrétisation et la maturation des projets d'agglomération impliquent l'émergence de structures de gouvernance, la montée en puissance de projets agri-urbains suscite la création de scènes d'échanges et de négociations comme en attestent le Grand Genève et le Voironnais.

9. Sur les 16 millions d'euros d'acquisitions sur 3 ans du 1^{er} PAF, 80 % étaient dédiés à l'aménagement de zones d'activités et 4 % seulement à l'activité agricole. Les chiffres du 2^d PAF sont similaires.

10. Un CLI n'est pas un organisme officiel. Son intérêt est de jouer un rôle de médiation, de relais, d'alerte vis-à-vis de la collectivité, permettant ainsi de mieux accompagner les projets et de faire la liaison installation foncier.

Dans le projet métropolitain franco-valdo-genevois, le traitement d'une question agricole métropolitaine (si ce n'est encore d'une véritable dimension foncière) a contribué à la transformation de l'organisation des instances locales et à l'inscription de la profession agricole dans les réflexions du projet d'agglomération. De nouveaux espaces de concertation à l'échelle du projet d'agglomération ont alors émergé. Ainsi, le CRFG a connu une évolution de ses commissions thématiques. À la suite du projet d'agglomération de 2007, un groupe de travail « agriculture » issu de l'ancienne commission aménagement du territoire, logement et environnement du CRFG a été créé en 2008. Cette commission mixte, transfrontalière, regroupait ainsi pour la première fois des représentants des différentes collectivités françaises et suisses et des représentants de la profession agricole, Chambres d'agriculture de l'Ain et de la Haute-Savoie, AgriGenève, Prométerre (Canton de Vaud). La structuration du groupe en comité de pilotage a permis de faire avancer le projet agricole entre 2008 et 2011 en réalisant différentes études sur le projet agricole d'agglomération. L'étude sur l'impact du projet d'agglomération sur l'agriculture a été un rapport d'étape considéré comme le « socle de base consensuel (validé et accepté par toutes les Chambres d'agriculture concernées) pour l'intégration de la problématique agricole dans l'élaboration du projet d'agglomération » (CRFG, 2009). Ces deux rapports, faisant consensus avec la profession agricole, ont facilité l'intégration de la problématique agricole dans la mise en œuvre du projet d'agglomération de seconde génération. Enfin, l'étude « Projet d'agglomération, préservation des espaces agricoles » (CRFG, 2011a) a associé l'équipe du projet d'agglomération et le comité de pilotage du projet agricole d'agglomération, et donc la profession.

Dans le Voironnais, l'Adayg a joué un rôle essentiel pour faire le lien entre projet

du territoire, développement de l'agriculture et protection du foncier. Elle a constitué une scène d'échanges et d'accords politiques dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique agricole du territoire. Pilotée à ses débuts par des élus, elle devient en 1996 une structure paritaire :

« Car en voyant qu'elle prenait de l'ampleur et du pouvoir, la profession agricole a réagi et a souhaité avoir plus de place. »
(Technicien de la CAPV)

Mais les scènes d'échanges sont également internes à la CAPV. L'élaboration et la mise en œuvre d'une politique intercommunale en faveur de la protection et de la valorisation des espaces agricoles se sont en effet accompagnées de l'organisation d'une transversalité entre les services de la Communauté d'agglomération, facilitant le décroisement des thématiques et l'articulation des différents outils et procédures. Dans l'ancienne mandature, l'agriculture était en effet intégrée au niveau technique dans le pôle environnement et, au niveau politique, traitée par une commission agricole composée d'élus et de représentants de la profession agricole (cette commission existait depuis 1976). Ainsi, pour l'élaboration du SGEN, le pilote de la réflexion était le vice-président à l'aménagement, un co-pilotage était assuré par le vice-président à l'agriculture et le vice-président à l'environnement. D'autres acteurs furent également consultés comme des représentants de l'agriculture, de l'environnement, du monde associatif ou du tourisme. L'idée de décroiser les approches par rapport aux espaces agricoles et à l'agriculture n'est donc pas nouvelle mais se systématisait avec la nouvelle organisation technique et politique de la CAPV et surtout se concrétisait en passant à la pratique. Depuis 2008, le service agriculture fait en effet partie du pôle développement économique. Un vice-président à l'agriculture a été désigné et a été mis en place un groupe de pilotage permanent composé

d'élus et de représentants agricoles, auquel on a rajouté des représentants du tourisme et du patrimoine qui travaillent sur la politique agricole et forestière et la gestion des espaces ouverts. Concrètement, dans le cadre de l'élaboration du SCOT, de la transversalité a été introduite entre services techniques de la CAPV et entre commissions (entre l'aménagement et le développement économique) lors de la réflexion menée sur le devenir du secteur de la centralité voironnaise (un secteur à enjeux multiples), permettant de mettre en pratique la notion d'équilibre entre développement économique et préservation des espaces. Ce travail entre services mettant en œuvre une vision croisée d'une grande zone d'activité était relativement nouveau et a permis d'intégrer différents points de vue sans toutefois les lisser. De la même manière, service foncier et service agriculture travaillent aujourd'hui mieux ensemble qu'auparavant. Il s'ensuit des échanges entre services concernés (services agriculture, aménagement et foncier) sur l'opportunité d'acquérir ou non les parcelles et à quelles fins. Les techniciens puis les commissions donnent un avis, ensuite entériné par l'assemblée communautaire.

La mise en place du projet agri-urbain genevois et dans le cas du Voironnais d'une véritable politique foncière agricole, suscitent donc des évolutions dans l'organisation des structures intercommunales, CAPV pour le Voironnais et le CRFG pour le Genevois. Elle génère aussi la mise en place de groupes de travail, véritables scènes d'échange et de confrontation de points de vue différents entre profession agricole et aménageurs.

2. Vers quelles convergences sur une agriculture métropolitaine ?

L'agriculture urbaine (Duchemin, 2012 ; Mok *et al.*, 2014) et l'alimentation ont été jusqu'au début des années 2000 très largement ignorées de la planification

(Pothukushi et Kaufman, 2000), la dimension agricole et alimentaire étant considérée principalement comme un enjeu rural ne relevant pas de la problématique urbaine (Morgan, 2009). Depuis une dizaine d'années cette dimension, trans-sectorielle et intégrative, revient en force dans la planification (Morgan, 2013) en regard des attentes sociétales, contribuant à faire converger, parfois avec difficulté, les points de vue sur l'agriculture métropolitaine (Nahmias et Le Caro, 2012). La problématique alimentaire a renouvelé le contrat social entre ville et agriculture (Soucard, 2013), et les relations qui s'y instaurent comme le montrent le Grand Genève et le Voironnais.

La question alimentaire franco-valdo-genevoise a contribué à rapprocher les positions française et suisse sur un projet agri-urbain. La Suisse qui – au-delà des questions paysagères et environnementales – entretenait historiquement une scission entre les surfaces agricoles protégées par les quotas cantonaux de SAD et la planification urbaine, inscrit aujourd'hui une certaine « agrarisation » de la ville dans la planification (Salomon Cavin, 2012). À l'échelle de l'agglomération s'est développé un partenariat entre acteurs agricoles et non agricoles, et la création d'un réseau agricole transnational « *chez mon fermier* » déployé sur 500 exploitations agricoles suisses et françaises. Ce réseau renforce les liens entre producteurs et habitants du territoire et a œuvré pour un approvisionnement en direct (ou en circuits courts) et des prestations agricoles telles que les fermes pédagogiques, l'hébergement à la ferme, etc.¹¹. De part et d'autre de la frontière, certaines façons de produire se rapprochent d'une vision commune d'agriculture métropolitaine. Ainsi, l'adhésion des représentants de la profession agricole française aux labellisations et

11. www.grand-geneve.org/chezmonfermier

normes de production suisses y contribue. Ainsi, le label *Genève Région Terre Avenir* (GRTA), propriété du canton de Genève, promouvant les circuits courts (maraîchage et filière boulangère), a vu le ralliement de certaines exploitations françaises des zones franches¹². Ce rapprochement transfrontalier ne va pas sans poser problème. L'adhésion aux cahiers des charges de labellisations suisses se fait avec difficulté côté français comme elle l'est pour le label de qualité « suisse garantie » issu de la nouvelle législation *Swissness* votée par le parlement en juin 2013. Bien qu'ayant suscité un lobbying politique intense français – intercommunalités, ARC, Chambres d'agriculture – et genevois (Conseil d'État de Genève), auprès de la Confédération, pour étendre aux zones franches le champ territorial du label¹³, le ralliement à ce label a suscité et suscite encore chez les producteurs laitiers français de zones franches des réticences (les producteurs du Pays de Gex y étaient opposés initialement). En effet, le cahier des charges impose le respect de contraintes de production supplémentaires, notamment celles de prestations écologiques et de bien-être animal. Par ailleurs, la réflexion sur une alternative commune à un parc d'abattoirs français et en Suisse vieillissant (étude financée par le Grand Genève, CRFG, 2014) n'a pour le moment pas eu de suite. Enfin, si le projet agri-urbain de l'agglomération est en cours de construction, une scission s'opère cependant avec une agriculture territorialisée de filière de qualité soutenue par les professionnels français. Ainsi, la filière fromagère de Haute-Savoie, agriculture sous

Appellation d'origine contrôlée (AOC), est mise à distance hors la planification urbaine du projet de développement transfrontalier.

Dans le Voironnais, l'argument reposait initialement sur le maintien de l'activité agricole (donc des espaces agricoles) pour résister face à la ville nouvelle. Il va évoluer progressivement vers le maintien d'un type d'agriculture au service des urbains et valorisant le caractère rural du territoire. En cela, il est nécessaire que cette agriculture soit dynamique et forte économiquement. Le projet d'agglomération de 2009 met en effet en avant une agriculture de circuits courts et biologiques ; les projets de développement du maraîchage bio et de légumerie portés par la CAPV en sont par exemple une déclinaison. La volonté de la CAPV de promouvoir un type particulier d'agriculture privilégiant les circuits courts et le bio, et l'installation (plutôt que l'agrandissement des structures actuelles), sans pour autant tirer un trait sur les autres formes d'agriculture, n'est pas sans poser question à la profession agricole qui voit en elle la marque d'une agriculture « rêvée » ou « administrée » voire « boboisante » et qui serait critiquable dans la mesure où elle se ferait aux dépens des filières longues et du confortement des exploitations en place. *A contrario*, vu de la CAPV, le positionnement de la profession agricole pour privilégier la Zone agricole protégée au PAEN s'expliquerait par la réticence de celle-ci à construire un projet agricole de territoire favorisant ces entrées (circuits courts, bio...).

Franco-valdo-genevois ou Voironnais, la mise en œuvre du projet agri-urbain contribue à faire évoluer et converger le type d'agriculture au service de la ville. Le consensus qui s'en dégage ne parvient pas à masquer l'enjeu d'articuler filières courtes et filières longues qui remet au-devant de la scène le sectoriel et qui ne semble pas partagé par tous les acteurs.

12. Les zones franches du pays de Gex et du département de Haute-Savoie ont été créées au début du XIX^e siècle. Elles garantissaient à Genève des zones de libre-échange de produits de l'agriculture sur des terres qui faisaient défaut sur le territoire helvétique (Barthassat *et al.*, 2011).

13. Le 1^{er} septembre 2015, le Conseil fédéral a réintégré par ordonnance d'exécution de la loi *Swissness* les zones franches.

3. Évolution du partenariat avec la profession agricole « Je t'aime moi non plus »

La protection et la valorisation des espaces agricoles par les intercommunalités pour le développement d'un projet agricole intercommunal interrogent le dialogue engagé avec la profession agricole et ses représentants. Celui-ci ne va pas sans mal, révélant des rapprochements possibles mais aussi des désaccords avec la profession agricole, qui évoluent dans le temps.

Les réflexions sur le projet agricole franco-valdo-genevois a suscité un rapprochement avec la profession agricole qui, dans la première génération du projet d'agglomération, a été difficile. Les deux Chambres d'agriculture françaises (Haute-Savoie et Ain) mais aussi AgriGenève et Prométerre côté suisse étaient initialement très sceptiques sur ce projet frontalier fondé sur trois axes structurants – mobilité, urbanisation, environnement – fixés dans le cahier des charges de la Confédération helvétique. Il a fallu convaincre la profession, les techniciens et les élus d'entrer dans le projet pour faire valoir la fonction agricole des espaces au-delà d'une vision aménagiste suisse qui les associait à des espaces récréatifs et environnementaux de proximité urbaine. Les deux fiches agricoles initiales, jointes au schéma d'agglomération de 2007 ont été rédigées en « catastrophe », dans un projet qui ne faisait pas mention de la problématique agricole. Mandatées dès 2007 pour l'élaboration d'un diagnostic agricole transfrontalier (CRFG, 2007b) sur la base d'un financement conjoint franco-suisse¹⁴, les Chambres françaises et suisses se sont rapprochées permettant une alliance pour défendre les espaces agricoles et l'agriculture

métropolitaine. Elles y ont trouvé alors un lieu de coopération :

« À l'époque on [Chambres d'agriculture suisses] ne se connaissait pas encore très bien avec les Chambres d'agriculture françaises, ça a été de faire un gros travail de lobbying auprès du projet d'agglo pour qu'on ait un chapitre agriculture... Après j'ai fait connaissance avec mes collègues français, vaudois et puis là on a carrément parlé d'une seule voix. » (Technicien Agrigenève)

Les études et les diagnostics agricoles qui se sont succédé de 2011 à 2015 ont favorisé un partage de connaissances entre la profession agricole et les collectivités territoriales françaises et suisses, dessinant une forme de partenariat entre profession agricole et acteurs de l'aménagement et de la planification. Les expérimentations suisses de fermes urbaines ou les zones franches et le label *Suisse Garantie* restent des chantiers où le rapport à la profession agricole fait l'objet de négociation.

Dans le Voironnais, le lien entre la CAPV et le monde agricole s'est plutôt fait *via* l'Adayg. Cette situation a parfois été vécue comme une certaine « mise à distance » par la Chambre d'agriculture même si des partenariats ont pu être directement noués entre la Chambre et la CAPV, généralement dans le cadre de conventions (protocole foncier notamment). Au moment de nos enquêtes, certains justifiaient alors cette mise à distance par le positionnement de la Chambre, pas assez ouvert aux acteurs non agricoles et à des formes alternatives d'agriculture, trop proche de celui d'un syndicat agricole :

« La Chambre défend l'intérêt des agriculteurs alors que l'Adayg défend l'intérêt de l'agriculture. » (Technicienne de l'Adayg)

Aussi la Chambre d'agriculture est-elle beaucoup intervenue sur le territoire

14. Interreg III France-Suisse, FNADT de l'État français, Confédération helvétique et canton de Genève et de Vaud, Chambres d'agriculture de l'Ain et de la Haute-Savoie.

en tant que prestataire, par exemple pour la réalisation d'études d'impact de projets d'aménagement (parfois en tandem avec l'Adayg). Elle n'a contribué que très indirectement à la co-construction d'une politique en faveur de la protection et de la valorisation des espaces agricoles, même si elle a pu être à l'initiative de certains outils. Une collaboration existait avec l'Adayg (pour porter la question agricole dans le SCoT, pour co-animer les comités locaux d'installation, etc.). Avec la disparition de l'Adayg en 2011, qui traduit certainement la difficulté à co-construire une politique agricole *entre élus et agriculteurs*, le lien avec la profession agricole va se distendre, les élus ayant développé leur propre politique agricole, au point que certains parlent d'« agriculture administrée ». Depuis les dernières élections, élus et techniciens de la CAPV souhaiteraient que la profession agricole soit davantage partie prenante de la politique agricole de la CAPV quand bien même les stratégies et les politiques territoriales percutent leur propre politique.

Par conséquent, l'action de la CAPV en matière de préservation et de valorisation des espaces agricoles (protection, maîtrise foncière, valorisation par l'activité agricole) s'est souvent accompagnée de négociations, parfois âpres, avec la profession agricole et avec certaines des institutions qui la représentent :

« *La définition des espaces agricoles stratégiques avec la Chambre d'agriculture, la Safer et les élus des communes n'a pas été simple.* » (Technicienne de l'Adayg)

Des désaccords ont pu exister (sur l'implantation de la légumerie, sur l'option PAEN...) et parfois des projets ont vu le jour sans véritable consultation de la profession au risque de ne pas aboutir. On peut par exemple citer l'acquisition par la CAPV de 20 ha à proximité de Voreppe

pour compenser les emprises liées à l'hôpital, qui n'ont finalement pas trouvé preneurs (les agriculteurs n'étant pas intéressés par ces terrains, ceux-ci ont été revendus à un pépiniériste). Depuis cet événement, la maîtrise foncière des espaces agricoles et leur rétrocession semblent mieux organisées et se faire davantage en lien avec la profession agricole, notamment *via* des comités locaux d'installation et le groupe technique chargé d'instruire les dossiers d'aides émergeant au Fonds international de développement agricole.

Ces deux exemples illustrent les changements en cours dans la gouvernance foncière agricole, à la fois ce qu'influent les cadres d'action de gouvernance agricole et foncière intercommunaux et ce qu'ils suscitent de rapprochement entre profession agricole et intercommunalités. Ce rapprochement ne va pas sans révéler de désaccords sur le projet agricole ou tout du moins la façon de le mettre en œuvre. La montée en puissance des projets agri-urbains laisse cependant entrevoir les enjeux de la territorialisation du secteur agricole et en particulier de la cohabitation entre filières courtes et filières longues de qualité.

*

* *

Le retour de la question économique dans la gouvernance foncière

De nombreux acteurs interviennent aujourd'hui en matière de protection et de valorisation des espaces agricoles. Nous avons analysé les politiques menées en la matière par deux territoires de coopération intercommunale montrant que leur intervention impliquait notamment une évolution dans les représentations que ces territoires ont des espaces et de l'activité agricoles. De la simple protection du foncier à la valorisation (par l'activité agricole notamment) de ces espaces, cette évolution amène à concevoir et à mettre en œuvre un projet agricole et à articuler

problématiques d'aménagement urbain et de développement qui jusqu'à présent étaient largement déconnectées. Cette évolution et cette intervention des territoires intercommunaux sur le type d'agriculture souhaitée ne se passent pas sans heurts avec la profession agricole, même si des territoires (comme le Voironnais) ont des liens historiques avec la profession.

In fine, c'est une dimension productive des espaces agricoles et économiques de l'activité agricole qui s'impose au bénéfice de la construction d'un projet agri-urbain et d'une filière agroalimentaire locale capable d'approvisionner en premier lieu le territoire urbain. Le risque est cependant bien présent d'en oublier les filières plus longues et de subir les critiques de la profession agricole, critique d'une agriculture « rêvée », « administrée », alors que l'enjeu est pour elle d'articuler plutôt filières courtes et filières longues, projet agricole de territoire et projet de filière. Dans le Voironnais, la dimension économique s'est imposée très tôt dans la planification urbaine. Dans le Grand Genève, la dimension productive et économique des espaces agricoles métropolitains est plus récente et cohabite désormais, alors que l'enjeu alimentaire porté par la Confédération via les surfaces d'assolement s'exprimait déjà hors la ville.

Ainsi la question des espaces agricoles est-elle aujourd'hui reconsidérée avec d'autres arguments que « le paysage », « l'environnement » ou « la biodiversité »,

mettant en avant l'importance de leur valorisation par l'activité agricole et non plus seulement leur protection. Elle fait en cela appel à un projet agricole garant d'une alimentation de proximité et de retombées économiques pour le territoire.

Or, s'il y a un projet pour ces espaces justifiant leur préservation et leur valorisation par l'activité agricole, sa mise en œuvre résiste encore mal à la nécessité d'aménagement urbain. Bien qu'ils ne soient plus vraiment considérés comme des réserves foncières, ils continuent d'être consommés et l'agriculture pèse peu dans les décisions même si elle est aujourd'hui mieux prise en compte. La crise économique, le coût du foncier et des aménagements dans un contexte de maîtrise de la dépense publique ou encore la réglementation environnementale (zones humides, TVB...) sont alors des « moyens » plus efficaces pour lutter contre la consommation d'espace. Il semble en effet que la réflexion d'économie d'espace est, au-delà de la prise de conscience de la rareté de l'espace et de la nécessité de densifier, motivée principalement par le réglementaire et la question budgétaire qui amène à revoir le projet d'aménagement.

La question de l'efficacité et de l'efficacité de politiques spécifiques aux espaces agricoles est ainsi posée. Faut-il poursuivre plus avant une politique à destination des espaces agricoles ou travailler à la lisibilité de l'agriculture à long terme dans l'aménagement ? ■

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Adayg (2006). *Les enjeux de l'intervention foncière dans les espaces agricoles, forestiers et naturels*. 12 p.
- Adayg (2008). *L'intervention foncière dans les espaces agricoles, forestiers et naturels dans le Pays voironnais*. 5 p.
- Adayg CAPV (2010). *Bilan des actions agriculture, forêt et gestion des espaces agricoles forestiers et naturels*. Novembre 2008-avril 2009, 58 p.
- ARC Syndicat mixte (2013). *Démarche inter-SCOIT de l'ARC, formalisation des objectifs politiques*. 14 p.
- ARE (2014). *Projet d'agglomération Grand Genève (projet franco-valdo-genevois) 2^e génération*. Rapport d'examen de la Confédération, n° 321.1/N032-0074, 26 février, 46 p.
- Barthassat M., Beuchat S., Deriaz G. (2011). Agriculture, ville et paysage : enjeux du projet d'agglomération franco-valdo-genevois. *Urbia*, n° 12, pp. 176-191.
- Cantiniaux A.-L., Deriaz G. (2010). *Projet agricole d'agglomération*. *Projet d'agglomération franco-valdo-genevois*, Cahier n° 13-2, juin 2010, 86 p.
- Capelier S., Lachaud V. (2007). *Plan intercommunal d'action foncière de l'agglomération du Voironnais*. Fiche expérience de la Région Rhône Alpes, 3 p.
- Capt D., Lepicier D., Leseigneur A. (2014). Le rôle des territoires de projets infra-régionaux sur l'agriculture et l'alimentation. Le cas du développement de circuits de proximité. *Géocarrefour*, vol. 89, n° 1-2-3, pp. 105-113.
- CAPV (1999). *Charte paysagère, pour une gestion des espaces naturels, agricoles et urbains*. 39 p.
- CAPV (2005). *Charte agricole et forestière*. <http://www.paysvoironnais.com/economie-et-emploi/vous-etes-un-agriculteur-407.html>, 17 p.
- CAPV (2007). *SGEN du Pays Voironnais, un projet pour les espaces agricoles, forestiers et naturels du Pays Voironnais*. <http://www.paysvoironnais.com/economie-et-emploi/vous-etes-un-agriculteur-407.html>
- CAPV (2008a). Soutenir l'activité agricole et forestière. *Le journal du Pays Voironnais*, n° 158, pp. 5-7.
- CAPV (2008b). Communauté d'agglomération du Pays Voironnais : l'expérience d'un schéma de secteur et le suivi des PLU. Diaporama présenté dans le cadre du colloque *Plans Locaux d'Urbanisme et intercommunalité*, Lyon, 25 janvier, 20 p.
- CAPV (2009b). Les espaces naturels et agricoles : l'exemple de la Communauté d'agglomération du Pays Voironnais. Diaporama présenté dans le cadre des *Ateliers du territoire*, 23 avril, 13 p.
- CRFG (2007a). *Charte du projet d'agglomération franco-valdo-genevois, stratégie et priorités 2030*. Décembre, 93 p.
- CRFG (2007b). *L'agriculture dans l'aménagement du territoire franco-valdo-genevois*. Synthèse du diagnostic de l'espace agricole transfrontalier réalisé sous l'égide du CRFG, Genève, 35 p.
- CRFG (2009). Analyse des impacts du projet d'agglomération sur l'agriculture, rapport d'étape. *Projet d'agglomération franco-valdo-genevois*, Juin, Cahier n° 13-1, 137 p.
- CRFG (2011a). *Projet agricole d'agglomération, préservation des espaces agricoles*. *Projet d'Agglomération franco-valdo-genevois*. Novembre, Cahier n° 13-25, 70 p.
- CRFG (2011b). *La distribution de produits locaux et le développement de circuits courts*. Cahier n° 13-21, juillet, 167p.
- CRFG (2012). *Charte 2012 du projet d'agglomération franco-valdo-genevois, un engagement confirmé et renforcé*. Grand Genève, juin, 109 p.
- CRFG (2014). *Les besoins régionaux dans le Grand Genève en matière d'abattoirs*. Décembre, cahier n° 13-22, 102 p.
- Delattre F. (2008). *Pays voironnais : stratégie du territoire et relations ville -campagne*. Diaporama, 10 juillet, 21 p.

- Duchemin E. (2012). *Agriculture urbaine : quelle définition ? Une actualisation nécessaire ?* <http://agriurbain.hypotheses.org/2705>
- Ernwein M., Salomon Cavin J. (2014). Au-delà de l'agrarisation de la ville : l'agriculture peut-elle être un outil d'aménagement urbain ? Discussion à partir de l'exemple genevois. *Géocarrefour*, vol. 89, n° 1-2, pp. 31-39.
- Feagan R. (2007). The place of food: mapping out the 'local' in local food systems. *Progress in Human Geography*, February, vol. 31, n° 1, pp. 23-42.
- Gilly J.-P., Wallet F. (2005). Processus d'innovation institutionnelle dans la politique des Pays en France. *Revue d'économie régionale et urbaine*, n° 5, décembre, pp. 699-722.
- Lascoumes P., Simard L. (2011). L'action publique au prisme de ses instruments, introduction. *Revue française de science politique*, vol. 61, n° 1, pp. 5-22.
- Le Caro Y. (2007). *Les loisirs en espace agricole. L'expérience d'une espace partagé*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 310 p.
- Le Galès P. (1995). Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine. *Revue française de science politique*, vol. 45, n° 1, février, pp. 57-95.
- March J., Olson J. (1989). *Rediscovering Institutions. The organization Basis of Politics*. New York Press, 215 p.
- Martin S. (1997). Ni avec toi ni sans toi. Les intercommunalités dans la région urbaine grenobloise. *Revue de Géographie Alpine*, vol. 85, n° 4, pp. 57-82.
- Mok H.-P., Williamson V. G., Grove J. R. (2014). Strawberry fields forever? Urban agriculture in developed countries: a review. *Agronomical Sustainable Development*, n° 34, pp. 21-43.
- Morgan K. (2013). The rise of urban food planning. *International Planning Studies*, vol. 18, n° 1, February, pp. 1-4.
- Morgan K. (2009). Feeding the City: the challenge of Urban Food Planning. *International Planning Studies*, vol. 14, n° 4, pp. 341-348.
- Muller P. (2005). Esquisse d'une théorie du changement dans l'action publique, structures, acteurs et cadres cognitifs. *Revue française de science politique*, vol. 55, n° 1, février, pp. 155-187.
- Nahmias P., Hellier E. (2012). La gouvernance urbaine en question: le cas des lieux de nature cultivée. *VertigO*, vol. 12, n° 2, septembre, <http://vertigo.revues.org/13109>, doi: 10.4000/
- Nahmias P., Le Caro Y. (2012). Pour une définition de l'agriculture urbaine : réciprocity fonctionnelle et diversité des formes spatiales. *Urban Environment*, n° 6, pp. a1-a16.
- North D. C. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic performance*. New York, Cambridge University Press, 149 p.
- Office fédéral de l'aménagement du territoire (1992). *Plan sectoriel des surfaces d'assolement*. Février, 240 p.
- Pothukuchi K., Kaufman J.-L. (1999). Placing the Food System on the Urban Agenda: the Role of Municipal Institutions in Food Systems Planning. *Agriculture and human values*, vol. 16, n° 2, pp. 213-224.
- Pothukuchi K., Kaufman J.-L. (2000). The Food System: A Stranger to Urban Planning. *Journal of the American Planning Association*, vol. 66, n° 2, pp. 113-124.
- Poulot M. (2011). Des arrangements autour de l'agriculture en périurbain : du lotissement agricole au projet de territoire. *VertigO*, vol. 11, n° 2, septembre. <http://vertigo.revues.org/11188>. doi: 10.4000/vertigo.11188 Poulot.
- République et canton de Genève (2013). *Plan Directeur 2030*. Amendements acceptés par le Grand Conseil, 19-20 septembre, 70 p.
- Ruegg J. (2008). Incontournable dimension territoriale. *Organisation et Territoire*, vol. 17, n° 1, pp. 11-17.
- Salomon Cavin J. (2012). Entre ville stérile et ville fertile, l'émergence de l'agriculture urbaine en Suisse. *Environnement urbain*, vol. 6, pp. a17-a31.
- Souchard N. (2013). Sortie de la planification : les voies incertaines de la gouvernance des terres périurbaines. In N. Bertrand (dir.), *Terres agricoles périurbaines : une gouvernance foncière en construction*, chap. 5, Paris, Quae, p. 81-99.
- Waterhout B. (2010). *Soft Spaces and Governance: The Transformation of Planning*. 24th AESOP Annual Conference in Helsinki, 7-10th July.